

Que penser du programme Macron ?

Posté le : 2 mars 2017 23:52 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Economie et politique

Moralisation de la vie publique et institutions :

- interdiction pour les parlementaires d'exercer des activités de conseil.

Si on veut définir des incompatibilités d'activité, il faut en priorité supprimer la possibilité pour un fonctionnaire d'être élu dans une assemblée qui fixe sa rémunération et ses conditions d'emploi et interdire de recevoir deux rémunérations de l'Etat. I

- fiscalisation de l'intégralité de la rémunération des parlementaires, notamment l'IRFM (indemnité représentative de frais de mandat).

Démagogique. On ne fiscalise pas des frais mais des recettes. En revanche d'accord pour fiscaliser les revenus des parlementaires sans avantages particuliers.

- fin du régime spécial de retraite des parlementaires.

En effet toutes les retraites doivent être calculées prorata temporis. C'est vrai aussi pour la haute fonction publique.

- interdiction pour les parlementaires d'employer des proches ou des membres de leur famille. *Un parlementaire sur cinq emploie un membre de sa famille.*

La nature juridique de cette mesure est étrange puisqu'elle postule une inégalité devant l'emploi et une responsabilité collective de fraude. Ce pourrait être retoqué par le Conseil Constitutionnel. Mesure purement opportuniste. La politique a un coût. On ne peut pas le réduire à zéro. Mieux vaudrait donner des moyens institutionnels aux parlementaires pour faire leur travail. Comme aux Etats Unis ou en Suède.

- suppression au moins un quart des départements (au minimum 25 donc), là où ils peuvent être rapprochés de l'une de nos grandes métropoles.

Demi mesure incohérente. Où on supprime les régions, ou on supprime les départements. La vraie question est d'éviter les chevauchements de compétences et d'encadrer les dépenses des institutions qu'on conserve.

Globalement le Plan Macron sur ce chapitre est très faible :

- Il ne traite pas du statut de l'élu et du coût de la politique.

- Il ne réduit pas le nombre excessif de parlementaires, interdisant de les rémunérer mieux et de leur affecter des moyens d'investigations plus importants.

- L'impact global est nul.

Sur le travail :

- organisation "de la vie économique et sociale au niveau de la branche et de l'entreprise". Les 35 heures pourront être assouplies par des "accords négociés majoritaires". - rétablir les allègements de

cotisations sur les heures supplémentaires.

Il était tout à fait inutile d'inverser la hiérarchie des normes sociales. Il permettre plus de souplesse dans des " intervalles de normes " négociés branche par branche et en effet supprimer l'emprise asphyxiante de l'Etat. Il faut réduire l'intervention du juge en cas de licenciement.

- instauration d'un bonus/malus pour les entreprises abusant des CDD courts.

Les CDD étant une réponse à la judiciarisation des relations sociales, une pénalité fiscale ne règle rien et envenime la situation.

- création d'un système universel d'assurance-chômage financé par l'impôt et piloté par l'Etat, ouvert aux entrepreneurs, aux agriculteurs, aux indépendants, aux professions libérales, ainsi qu'aux salariés qui démissionnent, dans la limite d'une fois tous les cinq ans. Dans ce cadre, suppression de la part salariale des cotisations chômage, en plus de la cotisation maladie, grâce à une hausse de la CSG d'1,7 point.

Autant il est légitime de faire financer la maladie (hors maladie professionnelle et accident du travail) par l'ensemble de la population et non plus par l'entreprise, autant il est totalement anormal de faire financer le chômage par les gens qui ne travaillent pas. Le faire par la CSG est la pire solution puisqu'elle revient à aggraver encore le taux marginal d'imposition qui pourra se rapprocher de 70%. Hollande revient Macron est petit bras !

Les frais de maladie sont déduits de l'impôt sur les sociétés. Le transfert sur des revenus déjà taxés permet de récupérer le l'IS en plus de la CSG. Augmentation hypocrite de la pression fiscale.

- hausse de la prime d'activité de 50%.

Achat de vote. Il faut supprimer la prime d'activité telle qu' elle est conçue et refonder l'ensemble des aides à la personne.

- suspension du versement des allocations chômage après le refus de plus de deux offres d'emploi "décent", pour un salaire qui "n'est pas inférieur de plus de 20-25%" à l'ancien poste.

Fausse solution. la notion de décence n'existe pas. Solution injuste et inapplicable telle qu'annoncée. La décision de la personne ne doit pas être contrainte par une proposition d'offre. En revanche les allocations doivent être dégressives et les très hautes indemnités plafonnées. Il est absurde de payer à 6.000 euros par mois deux années de congés sabbatiques à des cadres supérieurs qui ont décidés de quitter leur employeur, avec en plus une forte indemnité transactionnelle.

- aides à la mobilité pour les chômeurs.

Bla bla bla. Risque des créer comme pour les transports médicaux une inflation de coût terrifiante.

- plan d'investissement de 50 milliards d'euros dont 15 milliards pour la formation des chômeurs et jeunes sans qualification.

La vraie question est de supprimer le système actuel de formation continue des adultes et de concentrer les budgets sur les personnels à reconvertir.

- création d'un système universel de retraite. *En clair, Macron veut supprimer l'ensemble des régimes spéciaux,*

Oui dans le principe mais attention aux modalités. La vraie question est le transfert des secteurs

publics dans la sécurité sociale générale . Il faudrait alors que l'état verse des cotisations patronales. Merci de nous dire où on prend l'argent !

- pérennisation du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) sous forme d'allègement de charges pérenne.

Abus de mot. Les allègements de charges sont un leurre puisqu'il s'agit simplement de transfert de charge. La question est sur quoi se fait le transfert. La seule solution est de limiter la dépense financée par les cotisations Et certaines cotisations ne sont pas transférables, comme les cotisations à la retraite.

- baisse de l'impôt sur les sociétés de 33,3 à 25% pour rejoindre la moyenne européenne.

OK mais qui paie ou sur quoi rogne-t-on ?

- transformation de l'ISF en "Impôt sur la fortune immobilière" (le patrimoine financier et en actions ne sera plus assujéti).

Mesure inique et sans efficacité. Il faut purement et simplement supprimer l'ISF qui est un impôt destructeur. la bourse est un secteur dangereux. Mettre de l'argent en bourse ne signifie pas automatiquement plus d'investissement. Macron a décidé de taxer à 30% les flux d'assurance-vie. le risque est dans la souscription des emprunts d'Etat surtout si les taux augmentent ce qui sera le cas et sera aggravé par le déplacement des capitaux. En fait on joue avec les repoussoirs fiscaux. Cela ne fera pas bouger d'un iota la production qui n'investit pas pour d'autre raison que le financement.

Globalement le plan Macron manque de cohérence et d'impact.

Sur l'éducation :

- autonomie pour les écoles "en termes de recrutement" au niveau pédagogique. Cette mesure, portée habituellement par la droite, doit permettre aux établissements de s'adapter à leur territoire.

Il faut que le directeur soit responsable de la qualité de l'équipe enseignante donc puisse recruter et licencier, en liaison avec un conseil. Parler seulement de pédagogie est un évitement.

- prime de 3.000 euros net par an pour les enseignants en zone prioritaire Rep+.

Achat de vote. Revient à dire que l'immigration doit être mieux servie que les Français nationaux.

- dans ces zones, division par deux du nombre d'élèves en CP-CE1 pour qu'il n'y ait pas plus de 12 élèves par enseignant.

Ridicule. Tous ceux qui ont connu des classes de 50 élèves et plus dans les années cinquante savent que la réduction à ce niveau là n'a pas de sens.

- création de 4.000 à 5.000 postes d'enseignants.

Qui paie.

- rétablissement des classes bi-langues.

Effet d'annonce.

- le baccalauréat ne comportera que quatre matières. Le reste des matières seront soumises au contrôle continu.

Sans importance. la bac est une institution morte.

- rétablissement des études dirigées "partout", en mobilisant "les enseignants, des retraités volontaires et des étudiants". "Dans le parcours de tous les étudiants de France, il y aura ainsi un trimestre dédié à cette activité".

Le but des étudiants n'est pas de faire le répétiteur pour qui que ce soit mais de passer des examens difficiles. Les répétiteurs doivent être payés par les parents. Seul le secours aux décrocheurs volontaire doit faire l'objet d'une action publique particulière.

- interdiction de l'usage des téléphones portables dans l'enceinte des collèges et des écoles primaires.

En classe oui, mais sinon pourquoi ?

Impact global : nul.

Pour le pouvoir d'achat :

- exonération en trois ans de la taxe d'habitation pour 80% des foyers, pour un coût global de 10 milliards d'euros

Démagogie et achat de vote. Qui paie ? Crée un effet de seuil terrifiant qui nourrira la trappe à chômeur si le fait de travailler un peu sérieusement vous conduit à payer les taxes. Enorme injustice sur le seuil créateur d'énormes frustrations sociales. Tous les Français doivent payer une taxe d'habitation. Tous. Car tous bénéficie des dépenses publiques locales. la modulation oui ; l'exonération non. Et les budgets municipaux doivent être encadrés.

- revalorisation de 100 euros par mois de l'allocation adulte handicapé et du minimum vieillesse

Démagogie et achat de vote. Les revalorisations ne doivent pas dépendre de l'élection présidentielle mais de l'accroissement des richesses. Si le revenu par tête baisse il n'y a strictement aucune raison d'augmenter l'allocation en question. Il baisse depuis 2009.

Sur la sécurité :

- création d'une "police de sécurité quotidienne".

Bidon en l'état du droit. On n'arrête plus la petite délinquance. Le problème est d'abord judiciaire et accessoirement policier.

- création de deux nouvelles écoles de police. L'une de 1.000 places, l'autre de 500, pour la formation initiale et continue des agents.

Peut-être. N'est pas du niveau présidentiel.

- création de 10.000 postes de policiers et gendarmes.

Qui paie ? Largement un faux problème. Il faut revoir l'organisation, les temps de travail et l'équipement. Si on laisse un délinquant récidiver inlassablement cela ne sert à rien de l'arrêter et de multiplier les agents.

- recréation d'un vrai renseignement territorial.

Blabla.

- création d'un état-major centralisé du renseignement rapportant directement au Conseil de défense auprès du président de la République.

Ce n'est pas l'Etat major qu'il faut fusionner mais les corps.

- création de centres pénitentiaires ad hoc pour les "foreign fighters". *Et donc notamment pour les personnes revenant de Syrie.*

Les Zadistes étrangers sont-ils des foreign fighters ? Les français qui ont pris les armes contre la France doivent être tués là où ils l'ont fait, privés de leur nationalité, interdits de retour ou emprisonnés à vie.

- renforcement de la coopération européenne en matière de sécurité, création de 5.000 postes de policiers aux frontières au niveau de l'UE.

Macron règle toujours tout par des créations de postes de fonctionnaires. Qui paie ?

Sur l'environnement :

- 15 milliards d'euros du plan d'investissement consacrés à la transition écologique.

Etatisme sans efficacité du fait des règles européennes.

- réduction de moitié du nombre de jours de pic de pollution atmosphérique, grâce au remplacement des véhicules anciens via la création d'une prime de 1.000 euros pour l'achat d'un véhicule moins polluant, neuf ou d'occasion.

La Macronette ?

- rénovation d'un million de logements mal isolés.

Qui paie ? .

- d'ici 2022, 50% des aliments des cantines scolaires ou d'entreprises devront être bio, écologiques ou issus des circuits courts.

Mesure de sous secrétaire d'état à la population civile pas de président de la république.

- réduction à 50% de "la part du nucléaire dans (la) production d'énergie".

Arbitraire. Qui paie ?

Mais aussi...

- création d'un versement social unique (APL, RSA...)

Mais alors il faut supprimer la prime d'activité et les allocations chômage pour intégrer le tout. Quel est le montant ? .

- prise en charge à 100% des lunettes et prothèses auditives et dentaires d'ici 2022

Qui paie ?

- système à points pour l'attribution des logements sociaux

L'attribution des logements sociaux est une attribution des collectivités locales pas du président de la république.

- Pass culture d'un montant de 500 euros pour chaque Français de 18 ans

Assistanat. Qui paie ?

- examen des demandes d'asile en moins de 6 mois, recours compris

Très bien mais si les pays d'origine ne veulent pas de retour et si les immigrés cachent leur

identité ?

Au total :

- Macron veut favoriser la richesse qui se crée dans le monde de la finance. Il ne peut rien pour l'emploi puisque celui-ci dépend de la compétitivité des entreprises et qu'il n'y a aucune mesure en ces sens dans le plan cité.

- Le financement se fait sur l'épargnant, le propriétaire et le retraité. Merci pour eux.

- La dépense est partout aggravée.

- Demi mesures et mesures démagogiques forment l'essentiel du reste.

Ce plan n'a AUCUNE CHANCE de sortir la France de ses difficultés. Il n'y a aucune vraie réforme de structure. Aucun élément de diplomatie de la prospérité vis-à-vis de l'Europe et de l'organisation générale du commerce et des paiements internationaux.

C'est la simple continuation de la politique de Hollande dont on a vu l'échec. Alors que le candidat manque encore plus de soutien parlementaire. Il ne dit d'ailleurs rien sur les ministres qu'il recrutera : Belkacem et Taubira seront-elles sur la liste ? Il proposait 100 milliards d'économie sur la dépense publique. Après l'accord avec Bayrou on en est à 60 milliards. Après d'autres ralliements, on sera à 20. Et si l'élection réussit, face à la CGT ce sera zéro.

Programme de petit malin, comme Hollande, pas de véritable élan de renaissance. S'il est élu en profitant de l'opération que ses amis énarques ont mis au point en volant des documents détenus par des fonctionnaires du Trésor et en les communiquant aux juges et au Canard Enchaîné, son audience et crédit seront nuls.

Au total, pas de crédit, pas de soutien parlementaire et pas de programme convaincant. Le vide de son livre nommé par antiphrase "révolution" laissait craindre ce manque de vigueur. Il reste encore un peu de temps pour densifier un peu cette esquisse. La situation de la France exige des réformes autrement radicales.

Mais la France est la grande absence des discours de Macron qui préfère privilégier l'Europe, les indépendantistes de tout poil, et les minorités tout en niant au pays une culture particulière tout en expliquant que la France a commis des crimes contre l'humanité dans un pays où les militaires au pouvoir ont un lourd passé dans ce domaine.

On aurait espéré mieux.